

Canada où, aujourd'hui, il n'y ait des hommes et des femmes qui passent aux Etats-Unis—et pourquoi? Parce que notre politique nationale est défectueuse.

L'honorable monsieur qui a proposé l'adresse (l'honorable M. Hardy) a dit qu'il fut un temps où il était libre échangiste de cœur. Il dit qu'en 1919, la prospérité avait partout atteint son apogée, mais que depuis lors de très grands changements sont survenus; et il a osé affirmer qu'un abaissement du tarif aurait déterminé une suite d'événements presque désastreux. Je ne sache pas qu'il soit jamais entré en cette Chambre un libéral aussi conséquent que l'honorable monsieur, qui, en moins de cinq minutes, a préconisé le pour et le contre sur cette question. Je crois que si on devait frapper des médailles pour récompenser l'esprit de suite chez les libéraux, il faudrait en frapper une pour l'honorable sénateur de Brockville (l'honorable M. Hardy): il l'a gagnée et il la mérite. Il n'a pas essayé de nous tromper. Il nous a dit clairement qu'il est à califourchon sur la clôture, prêt à se jeter d'un côté ou de l'autre. Le cas du gouvernement est le même: il se tient sur la clôture; et dans ce discours, l'honorable sénateur représentait véritablement le gouvernement. Il n'ose pas se présenter devant la Chambre des Communes avec une politique définie—et sans une politique vigoureuse, vous ne pouvez gouverner ce pays et le dégager de la situation qu'il occupe au point de vue financier et aux autres points de vue. Je suis tout à fait d'accord avec l'honorable monsieur qui vient de reprendre son siège (le très honorable sir Georges-E. Foster) quand il dit qu'il ne faut pas le crier sur la place publique. Mais songeons que nous ne sommes pas ici uniquement pour occuper de l'espace, mais pour aider de notre mieux à la législation et remédier aux faiblesses que nous constatons dans la vie nationale du Canada.

Que le gouvernement déclare sa politique et nous l'expose. Si c'est le libre échange, qu'il le dise; si c'est la protection, qu'il le dise également. S'il subit un échec à la Chambre des Communes, qu'il en appelle au peuple. Que le Canada ait une politique vigoureuse et nationale, protectrice de toute la population au Canada. Quelle que soit l'origine de cette politique, elle recevra l'appui de la partie saine du peuple canadien. Quelle est la politique du gouvernement actuel? Nous avons eu, l'an dernier, le spectacle d'un gouvernement armé d'une tabatière et disant à la ronde: "Voulez-vous sentir, s'il vous plaît, prenez-en une prise; quand nous aurons trouvé un arôme qui plaît à tout le monde et ne plaît à personne, nous inaugurerons une politique pour ce pays."

Nous avons une destinée et ce n'est pas par la faiblesse et la lâcheté que nous la préparons ou que nous la réaliserons, ni par l'intermédiaire d'un gouvernement qui a peur de se présenter, d'envisager les questions en jeu et de prendre position d'un côté ou de l'autre de la clôture. Voilà: qu'il choisisse le côté qu'il aime. Je vous dis, à vous qui représentez le gouvernement en cette Chambre, qu'il est impossible de mettre le Canada en valeur dans toute la mesure promise par nos richesses nationales, avec une politique qui n'est pas vigoureuse dans tous ses détails. Nous parlons d'importer des agriculteurs. Grand Dieu! Nos fermiers désertent la terre par centaines dans toute l'étendue du Canada; ils clouent les portes de leurs maisons et les abandonnent, dans la province de Québec; dans l'Ouest ils abandonnent leur outillage; et vous voulez demander à un aubain, à un étranger, qui ne connaît rien de notre climat, ni de notre sol, ni de nos méthodes de culture, de venir ici et de réussir pendant que ceux qui ont essayé ont échoué?

L'an dernier, nous avions, concernant la création d'une commission du blé, une politique si faible que même les députés de l'Ouest qui la préconisaient au comité de la Chambre des communes, ne purent lui conserver la vie. Il n'y avait pas au parlement un homme tant soit peu renseigné en matière de législation, qui ne sût pas, quand cette mesure fut adoptée en cette Chambre, qu'elle était vouée à un échec. Elle n'était pas venue à son heure, elle était faible d'A à Z; et tout gouvernement qui ne reconnaît pas que le Canada a dans l'Ouest un pays produisant le meilleur blé du monde, maintenant que la Russie est disparue comme facteur commercial, et que nous avons une hypothèque sur les marchés du monde quant à la qualité, et tout gouvernement, dis-je, qui est disposé à trafiquer de notre blé pour qu'il soit mélangé au blé mou des Etats-Unis pour lui permettre de nous faire concurrence sur les marchés du monde, est indigne de passer pour le champion de l'agriculture, eût-il l'appui de quarante cultivateurs ou de quelqu'un d'entre eux. Pourquoi ces gens qui tiennent de la nature un avantage, iraient-ils crier aux Yankees: "Pour l'amour de Dieu, achetez notre blé et mélangez-le au vôtre pour pouvoir nous faire concurrence sur le marché."

D'honorables messieurs disent que la Chambre des communes va constituer un autre comité qui nous présentera une nouvelle mesure. Je suppose que ce sera après que chacun en aura eu une prise. Après que celui-ci en aura humé, que cet autre en aura humé, et que tout le monde aura senti, on apportera la chose ici pour occuper l'attention de la Cham-